

PRÉFECTURE DU TARN

COPIE

DIRECTION DE LA STRATEGIE  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau du développement économique  
et de l'environnement

N° ICPE : 0600012

ARRETE

portant modification de l'autorisation d'exploiter  
une carrière de granite au lieu-dit « Plamborde » à Burlats

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 511-1 à L 517-2 et R 511-9 à R 517-10 du livre V - titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du 1er février 2007 du Président de la République nommant M. François PHILIZOT, Préfet du Tarn et publié au journal officiel de la République Française du 2 février 2007 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 autorisant la SARL Les Carrières de l'Arthusié de Burlats à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite au lieu-dit "Plamborde", commune de Burlats et notamment son article 2 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2007 portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn, paru au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn du 3 septembre 2007 ;
- Vu la lettre du maire de Burlats en date du 8 septembre 2006, informant l'exploitant de la modification du document d'urbanisme de la commune ;
- Vu la demande en date du 28 janvier 2007 par laquelle l'exploitant demande la prise en compte des parcelles cadastrées section AY n° 71, 72 et 73 dans son arrêté préfectoral ;
- Vu l'avis de la direction départementale de l'Équipement en date du 7 mai 2007 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2007 ;
- Vu l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation spécialisée dite des carrières du 29 novembre 2007 ;
- Vu les courriers des 16 novembre 2007 et 5 février 2008 adressés à l'exploitant ;
- Considérant que l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 susvisé a subordonné l'autorisation d'exploiter la carrière à la compatibilité avec le plan local d'urbanisme ;
- Considérant que le plan local d'urbanisme modifié de la commune de Burlats permet l'exploitation de carrières sur les parcelles cadastrées section AY n° 71, 72 et 73 dans leurs parties non touchées par la protection des ruisseaux du Lézert et de Garlesques ;

Considérant que, par lettre en date du 16 novembre 2007, le demandeur a été informé des propositions de l'inspecteur des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation spécialisée dite des carrières du 29 novembre 2007 ;

Considérant que par courrier n°1A 006 946 6522 6 du 5 février 2008, le demandeur a été invité à formuler ses éventuelles observations par écrit sur le projet du présent arrêté dans le délai mentionné à l'article R 512-26 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a formulé aucune observation sur le projet du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

## **A r r ê t e**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

*"Article 2 : Le présent arrêté est pris exclusivement au titre de la législation des installations classées.*

*La SARL Les Carrières de l'Arthusié, dont le siège social est à 81 100 Burlats, 38 lotissement du Carla, est autorisée à exploiter une carrière de granite sur les parcelles cadastrées section AY numéro 62, 63, 64p, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71p, 72p et 73p à l'exclusion d'une bande d'une largeur de 30 mètres le long des ruisseaux du Lézert et de Garlesques.*

*Ces parcelles représentent une superficie totale de 8ha 84a 79ca du territoire de la commune de Burlats."*

Article 2 : Les autres dispositions de cet arrêté restent inchangées et sont intégralement applicables pendant la durée de l'autorisation d'exploiter.

Article 3 : Le présent arrêté est soumis à contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de Toulouse – 68 rue Raymond IV BP 7007 31068 Toulouse CEDEX 7 par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;

- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Les Carrières de l'Arthusié, et dont une copie sera déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée sur place, à toute personne qui en fera la demande.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Burlats pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Une copie de cet arrêté sera communiquée pour information :

- au sous-préfet de Castres ;
- au directeur régional des affaires culturelles ;
- au directeur régional de l'environnement ;
- au directeur départemental de l'équipement ;
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- au chef du service départemental de la police de l'eau ;
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine du Tarn ;
- au directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- au chef du service départemental du Tarn de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au président du conseil général du Tarn ;
- au président du syndicat mixte de réalisation et de gestion du parc naturel régional du Haut – Languedoc ;
- aux maires des communes de Castres, Lacrouzette, Noailhac et Saint Salvy de la Balme.

Fait à Albi, le 25 février 2008

Pour le préfet  
et par délégation  
le secrétaire général



Eric MAIRE

